

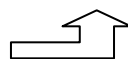
C'EST LA RITOURNELLE DE LA RENTRÉE. Depuis vingt-six ans, le troisième week-end de septembre est traditionnellement consacré aux Journées du patrimoine. Soit la grand-messe des vieilles pierres, au cours de laquelle chacun se mobilise, du propriétaire privé aux lieux de pouvoir, toujours pris d'assaut par les curieux, pour mettre en valeur ou faire connaître la grande diversité des richesses culturelles du

territoire. Comme l'été a sa Fête de la musique, créée en 1982, les Journées du patrimoine appartiennent depuis plus d'un quart de siècle au catalogue des manifestations festives organisées par le ministère de la Culture.

Mais aujourd'hui, alors que le patrimoine souffre d'un manque de crédits endémique, ces journées ont-elles encore un sens ? À s'en référer aux chiffres de fréquentation publiés tous les ans par la Rue de Valois, la popularité de l'événement semble ne pas s'être démentie. En 1984, la première « Journée portes ouvertes dans les monuments » – son nom de l'époque – avait attiré 600 000 visiteurs. En 1997, la barre des 10 millions était franchie, pour osciller aujourd'hui entre 11,5 millions et 12 millions de visiteurs, soit environ un Français sur six. Chiffre difficilement vérifiable, établi à partir d'une simple déclaration des participants, et qui connaît une étonnante stabilité depuis 1998...

À la rencontre de nouveaux publics

Comment, toutefois, un événement si populaire pourrait-il être contesté ? Si collectivités locales et propriétaires privés contribuent largement au succès de la manifestation, l'initiative est née en 1984 au sein du ministère de la Culture. Quatre ans après « l'Année du patrimoine » lancée par Jean-Philippe Lecat, titulaire du portefeuille de la Culture (1978-1981) sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, la gauche s'empare d'un sujet traditionnellement marqué à droite. Après



la musique, Jack Lang, le nouveau ministre, décrète donc que le patrimoine aura également sa journée festive.

Le concept est simple : il s'agit, par ce biais, de conquérir de nouveaux publics, en tâchant de séduire toutes les catégories sociales. Alors que la Fête de la musique vise un public jeune, cette fête du patrimoine cible un public plus familial et plus âgé. Si l'effet en termes de communication est évident, les Journées du patrimoine vont pourtant devenir aussi le reflet de la nouvelle politique menée en faveur du patrimoine. Leur lancement correspond en effet à une période de renforcement de l'administration des Monuments historiques, depuis la création d'une véritable « Direction du patrimoine » sous le ministère Lecat. L'élargissement du champ patrimonial aux témoignages ruraux et industriels, mais aussi aux jardins ou aux lieux de mémoire, entre progressivement dans les mœurs.

Les années 1980 sont aussi marquées par deux innovations en matière de protection du patrimoine, avec la création des Zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP), qui privilégient une approche urbaine et paysagère, puis celle des Commissions régionales du patrimoine historique, archéologique et ethnologique (Corephae, devenues Commissions régionales du patrimoine et des sites, CRPS), qui

constituent l'échelon déconcentré du traitement des demandes de protection. Cette politique doit donc trouver sa légitimité par le quitus du public, incité à s'approprier le patrimoine.

Une démocratisation inachevée

Pourtant, plus de vingt-cinq ans après la création de la manifestation, les données manquent pour en analyser la portée. Menée de 1973 à 1997, une étude consacrée aux pratiques culturelles des Français, pilotée par Olivier Donnat, chercheur au Service des études du ministère de la Culture, place la visite d'un monument historique au quatrième rang des sorties culturelles des Français¹. En 1973, 32 % de la population étudiée avait au moins visité un monument dans l'année, 86 % de ces visites ayant eu lieu hors de la région de domicile. En 1997, ils n'étaient plus que 30 %, →

1. *Pratiques culturelles des Français, description socio-démographique. Évolution 1973-1981*, Ministère de la Culture - Dalloz, 1982, et *Les pratiques culturelles des Français, enquête 1997*, La Documentation française.

→ mais les visites s'étaient déroulées à plus de 40 % à proximité du domicile.

C'est également en 1997, soit plus de dix ans après leur création, que le ministère de la Culture commandait la première étude sur les Journées du patrimoine à l'institut de sondage Ipsos-Opinion². Celle-ci illustre la très forte notoriété de l'événement : 72 % des personnes interrogées déclarent connaître la manifestation, 87 % la jugeant intéressante, le taux de satisfaction des participants, visitant majoritairement des monuments situés à moins d'une heure de chez eux, atteignant le score – soviétique – de 98 %.

Cette étude – déjà ancienne mais qui n'a pas eu d'équivalent depuis – révèle aussi que la participation, surtout familiale, est plus forte, plus le niveau d'études est élevé. La démocratisation de l'accès au patrimoine par ce biais n'aurait donc pas vraiment eu lieu. De la même manière, la sensibilisation à des champs élargis du patrimoine ne semble pas avoir totalement opéré. Une enquête

récente produite pour VMF par TNS Sofres montre en effet que le château reste la forme la plus plébiscitée du patrimoine (plus de 80 %), les usines demeurant en bas du classement³.

En quête de souffle

Alors, faute d'avoir réellement accru la fréquentation du patrimoine, cette manifestation – si populaire – a-t-elle encore lieu d'être ? Organisée sur deux journées depuis 1992, copiée en Europe depuis 1991, celle-ci conserve indéniablement un intérêt. Mais le ministère de la Culture, qui en fut l'habile prosélyte, peine aujourd'hui à lui redonner un nouveau souffle. En témoigne l'ineptie de bon nombre des thématiques proposées depuis 1995 : « J'aime mon patrimoine » (2005), « Faisons vivre notre patrimoine » (2006)... souvent peu lisibles, après avoir balayé le champ des « nouveaux patrimoines » – parcs et jardins (1995), patrimoine industriel (1997), patrimoine du XX^e siècle (2000), patrimoine scientifique et technique (2004)...

Depuis 2006, la communication de la Rue de Valois est en effet débordée par la triste actualité budgétaire et sanitaire du patrimoine, relayée bruyamment et efficacement par quelques acteurs du secteur. Lorsqu'il tente de mettre le patrimoine à la fête, le ministère peine donc à convaincre. Et l'ambiance risque encore d'être plombée par les nouveaux assauts menés contre l'édifice réglementaire de protection des monuments historiques. Dans le contexte actuel, l'outil de communication est aussi devenu une redoutable arme à double tranchant.

² Sophie Rouquet est journaliste. Elle collabore notamment au Journal des arts, où elle traite des questions de politique culturelle et de patrimoine.

³ « Patrimoine et développement durable, une question d'éducation ? », sondage réalisé par TNS Sofres pour VMF les 26 et 27 mars 2008, consultable sur www.vmfpatrimoine.org.